

*Questions orales*

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, c'est une question vexatoire. Tous les renseignements appropriés ont été fournis. Il y en aura d'autres, comme le ministre l'a mentionné hier, qui seront fournis en temps opportun à la Chambre des communes, comme il se doit. Cela a été affirmé hier. Mais ce que nous voulons, c'est essayer de conserver tous les emplois possibles. Ce gouvernement—ici, si on me le permet, parce que je pense que c'est à la base même de la question du député néo-démocrate, n'est-ce pas, c'est en fonction des emplois—ce gouvernement, dans l'espace de 15 mois, a créé, au Québec, 137,000 nouveaux emplois qui se comparent à 37,000 dans 55 mois par l'ancien gouvernement. C'est un dossier magistral dans le domaine de la création d'emplois...

[Traduction]

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je signale très respectueusement au député que c'est maintenant trop long.

\* \* \*

**LES SPORTS****L'ASSURANCE—LES DIFFICULTÉS ÉPROUVÉES PAR LES ÉQUIPES NATIONALES**

**Mme Pauline Browes (Scarborough-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Condition physique et du Sport amateur et fait suite à des préoccupations que mes collègues ont exprimées plus tôt cette semaine. L'impossibilité, dont font part les journaux d'aujourd'hui, pour l'équipe nationale de ski d'obtenir une assurance-accidents fait ressortir encore davantage les graves problèmes que connaît le secteur des assurances. Le ministre peut-il dire à la Chambre quelles mesures il entend prendre pour aider les équipes sportives canadiennes à obtenir l'assurance dont elles ont besoin?

**L'hon. Otto Jelinek (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et ministre d'État (Multiculturalisme):** Monsieur le Président, comme le sait la députée et comme on l'a déjà signalé, le problème des assurances est généralisé en Amérique du Nord. Les gouvernements provinciaux y cherchent une solution en collaboration avec le gouvernement fédéral. Toutefois, en ce qui concerne l'équipe nationale de ski, je me tiens constamment en communication avec les associations de ski et les responsables du secteur des assurances et de ces associations. Nous nous sommes réunis plus tôt aujourd'hui pour cerner les options qui s'offrent à nous. Nous explorons activement ces options. Je suis sûr que nous trouverons une solution satisfaisante au problème d'ici la fin de janvier et que l'équipe de ski pourra continuer à participer aux épreuves de la Coupe mondiale.

**Des voix:** Bravo!

• (1450)

**LES ASSURANCES****L'AUGMENTATION DES PRIMES—ON DEMANDE L'AIDE DU MINISTRE**

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou):** Monsieur le Président, j'ai demandé le 4 novembre au ministre de la Consommation et des Corporations ce qu'il allait faire au sujet de la crise des assurances. Il s'avère de plus en plus que les sociétés d'assurances agissent de concert pour augmenter les primes. Ces mesures contraires aux lois de la concurrence obligent beaucoup d'entreprises, de municipalités, de conseils scolaires, l'Équipe canadienne de ski elle-même et des particuliers à renoncer aux affaires ou à se passer d'assurance. Est-ce que le ministre peut faire quelque chose immédiatement?

[Français]

**L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada):** Monsieur le Président, je peux assurer mon honorable collègue que nous suivons la situation avec beaucoup d'intérêt. Mais s'il possédait des informations qui démontreraient qu'il y avait un manque d'information, il nous ferait plaisir de les examiner.

**ON DEMANDE UNE ENQUÊTE**

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou):** Monsieur le Président, le 4 novembre dernier le même ministre répondait à ma question en disant que le tout était devant le Cabinet du ministre pour action. Et j'aimerais lui dire comme un fait qu'à Ville d'Anjou il en coûte 300,000 dollars de plus cette année pour l'assurance responsabilité seulement.

Le ministre est-il prêt, selon la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, à entreprendre une pleine investigation des augmentations d'assurances inacceptables qui deviennent de plus en plus graves chaque jour?

**L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada):** Monsieur le Président, c'est toujours la responsabilité du directeur de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions de suivre l'évolution du marché. C'est ce qu'il fait, et s'il a des raisons de croire qu'il doit enquêter, il instituera une enquête immédiatement.

\* \* \*

[Traduction]

**LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE****LE PLAN VISANT À AIDER LES AGRICULTEURS MENACÉS DE SAISIE**

**M. Gordon Taylor (Bow River):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Il y a environ 1,700 familles d'agriculteurs qui risquent la saisie de leur ferme et l'éviction. Cependant, on leur a laissé entrevoir un rayon d'espoir grâce au plan de la Société du crédit agricole destiné à sauver leurs exploitations. Est-ce que le ministre peut nous dire quand ce plan serait susceptible d'entrer en vigueur?